

Comprendre ET agir

Nicolas Sarkozy est partout. Il emplit la bulle médiatique. Après avoir étourdi son monde, il se pourrait qu'il le lasse. Et que la bulle se dégonfle... D'autant que dans son ardeur à détruire le modèle social français, il prend tous les dossiers à la fois. Pour attiser la colère ?

Sur injonction présidentielle, le vendredi 7 septembre, le MEDEF et les confédérations représentatives ont entamé un processus de négociation sur le Contrat de travail qui « doit » aboutir avant fin décembre au « Contrat unique » et à la fusion ANPE-Unedic. Le 1^{er} octobre s'ouvrira la première conférence sur la Fonction Publique, alors que les milliers de suppression de postes sont décidées et que la RGPP, la révision générale des politiques publiques, se met en œuvre. On sait déjà que le Livre Vert de Rocard, Pochard sur la « revalorisation du métier d'enseignant » doit préparer, le Livre blanc déjà « écrit ». Le Grenelle de l'environnement commence enfin à tousser.

Face à un Président et son gouvernement qui occupent quotidiennement tous les terrains, les syndicats, le mouvement social n'arrivent pas à trouver la bonne distance... sauf RESF et les luttes aux côtés des sans-papiers.

Le syndicalisme va-t-il enfin sortir de sa tétanie ?

Certes chaque attaque – carte scolaire, universités, service minimum, régimes spéciaux, suppressions de postes de fonctionnaires, fin du collège unique, privatisation de GDF – donne matière à « communiqué », de préférence unitaire, et puis on passe à l'attaque suivante. Sarkozy parle aux éducateurs, aux agriculteurs, aux patrons (petits et grands), puis aux fonctionnaires. Il gère de façon compassionnelle et avec un langage militaire la vraie souffrance des vrais gens (donc pas des immigrés) tout en promettant de faire ce qu'il a promis. Le syndicalisme semble tétanisé. Symptomatique a été de ce point de vue la première bataille sur l'université. Le président a su avancer, feindre de reculer, ménager la seule force qu'il craignait : à tort (l'UNEF) ou à raison (les étudiants)⁽¹⁾ !

Sarkozy n'est pas la continuité dans le changement, ni l'inverse. Il représente une véritable rupture, sur le terrain politique et idéologique, plus qualitative que quantitative. Exploitant et caricaturant ce qui est vécu, par de très larges couches de la population, comme des échecs et des impuissances à combattre les effets de la mondialisation libérale de la part de tous les gouvernements précédents, Sarkozy veut en finir avec le modèle social français issu de la libération et rompre avec les idéologies « égalitaristes » de 68 qui plombent, selon lui, la société française depuis au moins 50 ans. Symptomatique et écoeurant, le discours de Fadela Amara sur les « banlieues, le non à la glandouille... » salué comme un « grand moment » par le président.

Si depuis 1983 les gouvernements successifs ont accepté la primauté du marché et de la concurrence comme régulation, tous ont été

« Il est des taux qui, loin du CAC 40, n'intéressent personne. L'évolution du taux de pauvreté est de ceux-là »

La BAC (Brigade activiste des clowns) contreparade le 14 juillet à Paris.



PHOTOS : M. MIGNEAU

contraints, par les mobilisations et les freins institutionnels mis en place depuis des décennies de tergiverser voire de reculer (comme sur le CPE). Le résultat en est, comme le rappelle à juste titre Jérôme Guillet dans *Le Monde* (11-09-07) que les inégalités, si elles progressent en France, sont encore loin de celles qui prévalent

dans ces « modèles » que sont les USA et l'Angleterre. C'est ce qui fait aussi que les ghettos, le communautarisme n'ont pas encore atteint ici le niveau de ces pays.

C'est une des forces du président que de caricaturer la situation française, d'appuyer sur ses carences et ses blocages pour surprendre un passage au modèle anglo-saxon et « réduire le fardeau qui pèse sur les épaules de quelques *happy fews* », ses amis ! Leur problème n'est plus de faire « avec les inégalités tout en luttant contre », mais bien de les renvoyer à la responsabilité de chacun en assurant juste un service minimum.

En finir avec le modèle social français

Dire cela ne signifie pas qu'il est prêt à ignorer les rapports de forces. Parce qu'il sait ce qu'il veut et où il va et qu'il connaît la profondeur de l'entourloupe qu'il propose, il doit veiller à mettre de son côté une majorité sur chaque projet (ou du moins à ne pas l'avoir contre lui). C'est encore une fois la faiblesse d'alternatives crédibles et la déconstruction efficace de ses opposants qui lui permettent de jouer ainsi avec les formules, les organi-

sations et les idées. Les attaques, y compris celles qui semblent « précipitées », n'ont qu'un objectif : maintenir sur les forces sociales une pression telle qu'elles soient obligées de « négocier »...

Et pourtant les contradictions, économiques et sociales, qui pèsent sur ses projets sont réelles. On le voit sur le pouvoir d'achat, comme sur la TVA sociale, l'opinion n'est pas dupe. On le voit avec la mauvaise surprise de la croissance qui va priver Fillon de quelques milliards attendus. L'équilibre est beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît et, paradoxalement, le gouvernement semble le comprendre plus que ses « opposants ».

Comme le détaille parfaitement Jérôme Guillet, une campagne s'organise pour démontrer que la France va très mal du point de vue de la compétition mondiale et européenne. Le déficit grandissant du commerce extérieur traduirait son incapacité à gagner des marchés en Europe même, le chômage de masse, malgré toutes les manipulations (dénoncées par ACDC), perdure, frappant prioritairement les jeunes, les plus de 50 ans et les femmes à travers le temps partiel imposé. Les travailleurs pauvres viennent mois après mois gonfler les chiffres de la pauvreté, obligeant Martin Hirsch, pourtant membre du gouvernement, à s'indigner : « Il est des taux qui, loin du CAC 40, n'intéressent personne. L'évolution du taux de pauvreté est de ceux-là ».

On peut y ajouter, ce que nous dénonçons quotidiennement, les ghettos, la ségrégation, le communautarisme qui se développe sur fond d'impuissance des services publics, eux-mêmes asphyxiés par les coupes sombres et les réformes multiples. Et l'école qui ne parvient pas à réduire l'échec scolaire, la violence sociale et individuelle à laquelle la prison prétend répondre...

Le discours écoeurant de Fadela Amara sur les banlieues, le non à la glandouille...

C'est sur ce terreau habilement labouré que le « sauveur » Sarkozy peut oser « une autre politique » puisque toutes les autres ont échoué ! Les ressorts en sont connus : flexibilité intégrale du marché du travail (heures sup, contrat unique, fin du carcan des 35h, transferts des « charges patronales » vers une TVA sociale, baisse des impôts, dépenalisation des patrons) et amaigrissement de l'État (RGPP, non remplacement d'un départ sur deux, fin des régimes « spéciaux » dont celui des fonctionnaires, remise en cause des statuts, précarité), avec en prime la remise en cause du droit de grève et, sur fond de racisme et de relégation, la pénalisation des comportements et la répression plutôt que l'éducation.

Ce qui est nouveau, c'est la vitesse, la simultanéité, la convergence, bref la cohérence d'une politique qui se décline dans tous les secteurs.

Dénoncer et combattre !

Dans la revue de juin, Michel Husson écrivait : « la tâche prioritaire du syndicalisme est aujourd'hui de décortiquer minutieusement les projets gouvernementaux pour en montrer les effets sociaux désastreux ». Cette tâche reste d'actualité... sur tous les terrains !

Après l'université, la loi TEPA (travail, emploi, pouvoir d'achat) libère les « gagners ». Ils vont pouvoir travailler plus, s'ils ont un travail et si leur patron le veut bien. Elle organise un vaste transfert – pas moins de 15 milliards d'euros – en direction des riches et des patrons, la TVA sociale (patiencez un peu il faut trouver le bon créneau et le bon slogan) viendra compenser le manque à gagner, car l'argent va manquer. Sur le terrain judiciaire, le tout répressif atteint des sommets hallucinants. Dati et Hortefeux assurent le versant autoritaire et pétainiste de cette politique – particulièrement dramatique contre les mineurs.

Pendant que patrons et syndicats discutent « dans un climat excellent » (dixit Parisot), c'est sur le terrain de l'État que l'offensive se mène. Là encore, le gouvernement s'appuie sur l'incapacité réelle, malgré tous leurs discours, des défenseurs des Services publics à entendre et à répondre aux attentes des usagers. Toutes les études le confirment : les français attachés et globalement satisfaits de leurs SP, sont convaincus que l'on pourrait faire mieux avec moins et qu'il faut « booster » les organisations et les personnels sur le plan de la « productivité »⁽²⁾.

Si le système éducatif a été choisie comme un des premiers terrains d'affrontement, c'est parce que chacun sait son poids dans le modèle social (et dans le budget de l'État), mais aussi du fait qu'il peine à réduire les inégalités. Les lettres de missions aux ministres, la lettre de Sarkozy aux « éducateurs », son appel aux fonctionnaires sont d'une clarté absolue⁽³⁾.

Il est temps de sortir la tête du sac

Les attaques tout azimut contre le contrat social et les fonctionnaires semblent, enfin, avoir réveillé les directions syndicales. Un front contre la suppression des régimes spéciaux va-t-il se constituer ? Pourra-t-il s'élargir ?

La CGT, après avoir ignoré le collectif contre les franchises médicales, décide de se relancer en investissant la manifestation nationale du 13 octobre. C'est en effet le moment puisque la loi sera en discussion. Il faut nous saisir de cette date et partout essayer de mener une campagne de masse. La fusion ANPE-Unedic est un réel enjeu pour les chômeurs. Et

nous devons prendre notre part dans le contre-Grenelle de l'environnement.

A l'inverse de la tétanie, la lutte avec les sans papiers : pendant toutes les vacances, et aujourd'hui face aux injonctions du ministre aux préfets, RESF – mais aussi les comités de soutien à Lille, à Aubervilliers – démontre qu'il est possible de mobiliser, de se battre et même de gagner. N'est-ce pas de cela que le syndicalisme devrait s'inspirer ?

L'éducation est sans doute capable d'initier une riposte d'ampleur. Assumons cette responsabilité. Sur ce terrain, les fédérations de l'éducation, la FCPE, l'UNEF et les syndicats lycéens, des groupements pédagogiques ont su se réunir pour envisager une riposte. La FSU, et nous n'y sommes pas pour rien, vient de décider de proposer la grève pour la semaine du 22 au 25 octobre. Cela peut aiguillonner les fédérations de fonctionnaires (d'autant que les cheminots ont annoncé une grève le 18 octobre).

Il faudrait un « tous ensemble » pour s'opposer au projet contre la Fonction publique. Nous y travaillons. Après, c'est au niveau interpro qu'il faudrait le construire... ●

JEAN-MICHEL DREVON, LE 12 SEPTEMBRE 2007.

1) Voir page 14 l'article de Jean-Luc Godet.

2) Voir page 16 sur la réforme de l'état.

3) Voir page 12 l'analyse de Samy Joshua.

